Quand les mobilisations citoyennes transforment la précordillère des Andes : le cas d'une association de riverains à Santiago du Chili

Consuelo Biskupovic et Caroline Stamm

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/3204>

DOI : 10.4000/rga.3204

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

When Citizen Mobilisations Transform the Andean Foothills: the Case of the Group for the Defence of the *Precordillera* - URL : <https://journals.openedition.org/rga/3253> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Consuelo Biskupovic et Caroline Stamm, « Quand les mobilisations citoyennes transforment la précordillère des Andes : le cas d'une association de riverains à Santiago du Chili », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 104-1 | 2016, mis en ligne le 23 avril 2016, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/3204> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.3204>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Quand les mobilisations citoyennes transforment la précordillère des Andes : le cas d'une association de riverains à Santiago du Chili

Consuelo Biskupovic et Caroline Stamm

NOTE DE L'AUTEUR

Cette recherche a été financée par CONICYT (Bourse de recherche postdoctorale FONDECYT n°3140503).

Introduction

- 1 L'agglomération de Santiago du Chili s'étend au pied de la Cordillère des Andes qui fait partie du paysage visuel de ses habitants. Ce paysage renvoie à une image stable, rigide, immuable des montagnes andines qu'on retrouve sur les cartes postales et les photos touristiques, mais peu d'habitants avaient jusqu'à récemment une expérience directe ou quotidienne avec ces montagnes. Depuis les années 1990, l'interface entre la métropole et la montagne est en pleine transformation, du fait de l'expansion urbaine sur le piémont andin, qui s'est manifestée ces dernières décennies par l'installation des classes moyennes et aisées dans de nouveaux lotissements ou quartiers fermés. Le piémont andin, appelé communément précordillère, s'est ainsi converti en un espace de plus en plus privatisé et convoité par différents acteurs (citoyens, autorités, entrepreneurs immobiliers) qui projettent des visions diverses sur celui-ci. Divers travaux se sont intéressés à la précordillère, définie par les géographes comme l'espace montagneux situé entre 800 et 1 500 mètres au-dessus du niveau de la mer (Romero & Vásquez, 2005), à partir de l'expansion urbaine de Santiago (Carlos de Mattos, 1999,

2006 ; Pereira & Hidalgo, 2008), des risques environnementaux (Romero *et al.*, 2010 ; Romero, Salgado, & Smith, 2010 ; Romero & Vásquez, 2005) et des inégalités socio-spatiales (Sabatini, 1997 ; Sabatini, Cáceres, & Cerda, 2001 ; Salcedo & Torres, 2004 ; Hidalgo, Trumper, & Borsdorf, 2005 ; Márquez & Pérez, 2008 ; Rodriguez & Winchester, 2001 ; Vásquez & Salgado, 2009). Cependant, peu d'attention a été portée aux habitants et aux conflits qui la touchent alors que les transformations dans la précordillère ont impliqué des résistances et des mobilisations citoyennes. Celles-ci ont fait émerger des problèmes, notamment une signification nouvelle attribuée à la précordillère, ainsi que la recherche par les habitants engagés de définitions, de délimitations et de réglementations qui puissent permettre d'une certaine manière le contrôle et la gestion de celle-ci. A partir de là, et à la différence d'autres travaux, nous aborderons la précordillère à partir de ce qui s'y trouve revendiqué, comme un espace non délimité et non défini qui est construit ou qui se configure au travers d'une action collective située, en évitant de masquer l'hétérogénéité des dimensions à examiner qui se cachent derrière le territoire, la nature ou l'environnement (Trom, 1999). Pour cela, il est nécessaire d'observer de près comment les habitants et la précordillère – cette nature spécifique – interagissent, comment celle-ci change et se transforme, comment les individus essaient de l'appréhender, de la saisir et de la définir.

- 2 Notre enquête s'intéresse ainsi à la manière dont les habitants qui s'engagent dans un collectif de défense et protection de la précordillère cherchent à créer une relation nouvelle avec la montagne ainsi que de nouveaux modes de gestion propres de ce(s) territoire(s), face au constat de l'incapacité de l'État à les protéger. Il s'agit ici d'étudier le conflit, dans une perspective simmélienne, comme un élément positif, et une forme de socialisation, qui renforce l'identité d'un groupe, augmente les solidarités et multiplie les échanges (Simmel, 1995). Nous interrogerons le conflit comme forme de territorialisation (Melé, 2008), entendue comme un double mouvement d'appropriation matérielle et idéelle d'une portion d'espace par un groupe social (Di Méo, 1998 ; Melé, 2003). L'acteur territorialise l'espace lorsqu'il se l'approprie de manière concrète et abstraite et ce processus non-linéaire peut donner lieu à des innovations territoriales (Torre, 2011).
- 3 Nous nous concentrerons ici sur la mobilisation du collectif Réseau de défense de la précordillère dans la commune de La Florida (cf. cartes 1 et 2). Les sources sont de deux types, la première est une ethnographie réalisée entre 2007 et 2010 dans la commune de La Florida. Au total 59 entretiens semi directifs ont été enregistrés et nous avons assisté à 37 réunions et 18 activités diverses parmi lesquelles des manifestations, des expositions, des débats et séminaires publics et différentes rencontres. Le second est un travail de terrain en cours alliant entretiens et observations participantes et qui a débuté en 2014.
- 4 Dans un premier temps, nous présenterons le contexte de l'étude. Nous analyserons ensuite le processus de territorialisation de la précordillère par les acteurs et verrons comment l'« espace vécu » (Frémont, 1976) et l'« espace perçu » (Bailly, 1984) souffrent une transformation réelle ou idéale grâce à l'agir du collectif. Enfin, dans un dernier temps, nous discuterons du conflit comme processus de territorialisation et d'innovation territoriale au travers d'un projet de création d'un parc communautaire.

Contexte de l'étude : la précordillère de Santiago du Chili

- 5 La métropole de Santiago s'étend au pied de la cordillère des Andes, qui se situe à l'est de l'agglomération (cf. carte 1). Elle a connu une forte expansion urbaine à l'horizontale avec le doublement des surfaces urbanisées entre 1975 et 2007 dans toutes les directions (Romero, Salgado & Fuentes, 2009). Dans cet article, nous nous intéressons à la zone sud-est de la capitale chilienne, c'est-à-dire à la partie de la précordillère qui correspond au bassin de Macul (*Cuenca de Macul*) et plus spécifiquement, à la commune de La Florida. Les espaces de la précordillère ont connu des transformations importantes au cours des dernières décennies, et notamment la commune de La Florida qui s'est urbanisée rapidement jusqu'à la limite urbaine des 1000 mètres d'altitude, en accord avec le Plan Régulateur Métropolitain de Santiago (PMRS)¹.

Carte 1 : le contexte de l'étude : Santiago du Chili et la cordillère des Andes

- 6 C'est à partir de 1950 que la précordillère a commencé à se peupler à La Florida au travers, essentiellement, de processus improvisés de construction de maisons précaires sur des terrains fragiles. La croissance du secteur, construit par ses propres habitants, sans assistance technique, et sans la moindre planification a été assez chaotique et spontanée (Muñoz, 1990). L'habitat s'est densifié autour du lit de la ravine de Macul, dans des secteurs déjà touchés par des crues. Les populations sont alors exposées à des risques d'inondations, des coulées de boues ou encore des tremblements de terre et des glissements de terrains. Entre 1960 et 1980, des logements sociaux assez précaires et supportant mal les phénomènes naturels extrêmes caractéristiques du piémont andin ont été construits (Biskupovic, 2015b). Ensuite, à la fin des années 1980, pendant et après la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), des intellectuels et professionnels, certains de retour de l'exil, d'autres voulant s'éloigner des violences de la dictature, ont

acheté des parcelles dans différents secteurs de la précordillère – tant dans la commune de La Florida qu'à Peñalolen, la commune adjacente – pour vivre dans un environnement « naturel ». C'est ce qu'ils ont appelés les « communautés écologiques » qui naissent sur d'anciennes propriétés foncières (*fundos*) ou exploitation agricole (dans certains cas, d'anciennes vignes) qui furent parcellées et vendues.

- 7 Aujourd'hui, la précordillère attire de plus en plus les classes moyennes supérieures, qui s'installent dans de nouveaux lotissements fermés sur les versants, dont l'architecture diffère des maisons plus hippies des parcelles (Biskupovic, 2015a). En effet, à Santiago, les groupes privilégiés ont eu tendance à occuper les secteurs les plus élevés de la précordillère, couverts de forêt et de végétation sclérophylles alors que les classes moyennes et populaires se sont localisées vers le nord, centre et sud-ouest de l'agglomération, sur des terres agricoles (Romero, Salgado & Fuentes, 2009). Cette géographie contrastée apparaît très clairement sur la carte du niveau socio-économique des habitants de Santiago (ABC1 étant le niveau le plus élevé et E le plus bas) (cf. carte 2) et se confirme dans le cas de la commune de La Florida.

Carte 2 : Répartition des catégories socio-économiques à Santiago

ABC1 niveau le plus élevé, E niveau le plus bas.

La création du collectif de défense de la précordillère

- 8 Face au développement des lotissements fermés, un collectif d'« habitants des parcelles » de Lo Cañas, un quartier de la commune de La Florida, a commencé à s'organiser en 1995 dans ce qui a pris plus tard la forme d'une association citoyenne, le Réseau de Défense de la Précordillère (RDP). Celle-ci a été inscrite en 2006 à la mairie de la commune de La Florida par un groupe de huit habitants du quartier de Lo Cañas. Elle est surtout composée de femmes qui approchent de la soixantaine, mis à part quelques

jeunes de la commune (entre 20 et 35 ans) qui s'y sont intégrés progressivement et plus intensément vers 2009. Ce groupe du début est assez homogène. Il regroupe des habitants issus de classe moyenne et aisée qui se retrouvent, deux à quatre fois par mois, le soir chez l'un d'entre eux pour discuter, prendre le thé et prévoir les actions au sein du RDP. Ces réunions sporadiques n'ont pas de calendrier fixe et connaissent des périodes d'intensité fluctuante. Gaby, de presque 70 ans, installée à Lo Cañas depuis 1988, s'occupe de presque toutes les activités du réseau : organiser les réunions internes du RDP, répondre aux courriels, prendre contact avec d'autres acteurs, aller à la mairie pour obtenir des informations, écrire à différentes autorités et organisations, etc.

- 9 Le cœur de la lutte du RDP est l'opposition à des projets immobiliers dans la précordillère, et plus spécifiquement à un projet prévu dans un terrain privé couvert par l'une des dernières forêts primaires de Santiago, connue comme El Panul², du nom de l'ex-propriété agricole sur laquelle elle s'étend. Le Panul est une forêt non exploitée et originelle de la précordillère, qui fait partie de l'écosystème endémique de climat méditerranéen. En effet, bien que les membres du collectif en appellent à la « défense de la précordillère » – à en juger par le nom du collectif, on pourrait penser qu'il s'agit de l'ensemble de cet espace – et qu'à différents moments, ils parlent de vouloir protéger toute la « précordillère », la « nature » ou l'« environnement » de la « précordillère », c'est finalement le Panul, sa flore et sa faune, qu'ils défendent spécifiquement. D'après le collectif RDP, autrefois le terrain du Panul appartenait à l'Université du Chili mais pendant la dictature, il a été vendu à l'actuel propriétaire dans le but d'y construire un lotissement d'environ 1300 logements sur 60 ha de la forêt Panul (d'un total de 1000 ha environ).
- 10 La création du RDP relève de trois ordres d'argumentation soulevés au cours des entretiens par les habitants engagés dans le collectif. Tout d'abord, l'expérience de vivre dans cet endroit en particulier provoque parmi eux un intérêt particulier envers ce qui les entoure. Lucy³, par exemple, remarque que lorsqu'ils sont arrivés, elle et sa famille n'avaient « aucune » idée de ce que signifiait vivre dans cette zone. Mais, après avoir vécu des années au pied de la cordillère, après avoir été témoins des coulées de boue, leur relation avec le milieu a changé et ils se sont intéressés à cet environnement. Le surgissement du RDP doit, en effet, être re-contextualisé à partir de la coulée de boue meurtrière qui a touché en 1993 cette zone de la précordillère et a démontré les risques présents. Ce fut l'une des pires catastrophes au Chili depuis les années 1950⁴, avec un bilan de 34 morts et plus de 30 000 sinistrés. Faute d'une régulation urbaine appropriée, le développement immobilier a explosé quelques années après ce désastre oubliant rapidement les particularités de la géographie andine. Mais assumer qu'ils vivent dans la précordillère provoque chez certains enquêtés comme Lucy et Gaby⁵ une prise de conscience. Ils s'opposent au développement immobilier dans le piémont andin, en s'appuyant sur le fait que « tout le monde est d'accord... tous les scientifiques sont d'accord qu'il ne faut pas toucher le piémont »⁶, du fait des risques naturels et de sa flore et faune « uniques » au monde et en voie de disparition. Il faut noter que pour le collectif « tout le monde » ce sont les scientifiques, seules voix autorisées d'après eux à parler au nom de la précordillère. C'est en se basant sur ce que disent les scientifiques et chercheurs qu'ils s'engagent dans la défense du territoire qu'ils habitent. En ce sens, les études de géologues, de géographes, d'historiens ou d'architectes aident à transformer l'argumentation des membres du collectif en parole légitime. Les données

techniques des experts⁷ sont des paroles acceptées car elles ont prédit le désastre de 1993 et elles mettent en garde contre la poursuite du peuplement de cet espace naturel. Ces discours experts qui abordent les dangers dans la précordillère sont un pilier central sur lequel les habitants fondent leur défense et protection du territoire en question.

- 11 Deuxièmement, les expériences communes des habitants de la précordillère et la multiplicité des pratiques qu'ils mettent en œuvre sont à la base de la constitution des espaces urbains comme Lo Cañas. L'urbanisation des terres agricoles fut possible surtout grâce aux premiers habitants : en effet, depuis les débuts de Lo Cañas en 1960, sa mise en œuvre est menée au sein de la *junta de vecinos* (association de quartier) de Lo Cañas. Puis, parce qu'ils ont construit les quartiers avec leurs propres moyens, les premiers arrivants se sentent propriétaires non seulement de leurs terrains mais aussi de l'environnement qui les entourent. Les membres du RDP perçoivent la précordillère comme étant à eux, à ceux qui y habitent et qui ont aidé au développement du quartier. Dans cette organisation, les premiers habitants inventent des « manières de saisir le monde » (Trom & Zimmerman, 2001 : 209) fluctuantes, qui changent et s'adaptent aux circonstances vécues par les habitants. Lorsque de nouvelles manières d'appréhender le monde sont nécessaires pour protéger le quartier, de nouvelles organisations sont également indispensables.
- 12 Le troisième ordre d'argumentation pour expliquer la création du RDP et le passage au politique qu'évoquent Gaby et Lucy relève de la dénonciation d'une injustice. Le recours politique est considéré comme opportun quand il ne s'agit plus seulement de construire le quartier mais de le protéger face à de nouvelles menaces. Après avoir pris connaissance de la forêt El Panul, les membres du RDP apprennent que non seulement cette forêt appartient à un privé qui veut y développer un projet immobilier, mais que ce propriétaire, ami proche de Pinochet, a acheté le terrain à un prix très bas pendant la dictature. À plusieurs reprises les membres du RDP évoquent cette propriété (le Panul) qui fut « un cadeau de Pinochet », et, qu'« on ne peut pas toucher »⁸ puisque la loi la valide. Ils considèrent que la façon dont le propriétaire a acheté le terrain est contestable. De plus, alors qu'ils ont bâti ce quartier en considérant l'espace de la précordillère comme un territoire partagé, le fait qu'un morceau de cet espace aussi important et impressionnant que El Panul appartienne à une seule personne qui, qui plus est, ne s'intéresse pas à sa valeur « naturelle », est doublement inacceptable. Pour les membres du RDP la forêt appartient à tous.

Fig. 1. Porte d'entrée d'une maison de Lo Cañas. Source : photographie des auteures.

Source : photographie des auteures.

Fig. 2. Photographie des maisons du type *condominios* dans la précordillère de La Florida, au sud de Lo Cañas, 2008.

Source : photographie des auteures.

Fig. 3. Des membres du Réseau de Défense de la Précordillère (RDP) à l'entrée de la forêt El Panul.

Source : photographie des auteures.

S'engager pour défendre l'environnement : la construction d'un territoire naturel à protéger

- 13 Dans le contexte de cette mobilisation, le territoire de la précordillère est reconfiguré et redéfini par ses habitants : de paysage, elle se convertit en un enjeu ou *issue* (Marres, 2007). C'est ce processus de construction de la précordillère qui nous intéresse : un nouveau territoire ou un nouveau projet de territoire est créé par les habitants mobilisés. La précordillère est multiple et résulte d'un processus d'action collective. Pour ces habitants, la précordillère renvoie avant tout aux notions de nature et d'environnement. Les enquêtés mêlent ce qu'ils éprouvent, ce qu'ils vivent, ce qu'ils ont vécu, et ce qu'ils espèrent vivre à partir de leurs connaissances (données scientifiques, expertises, observations, constatations, etc.). Il est indispensable de penser en termes d'assemblages (Latour, 2005) plutôt que de divisions, car la nature ne peut pas être réduite à une définition. Au contraire, il est nécessaire d'intégrer les connaissances développées par les habitants engagés, et les différents discours qui s'y mêlent, aux possibles définitions. Nous allons montrer dans les lignes qui suivent que, d'une part, défendre l'environnement implique de connaître les valeurs spécifiques du territoire défendu et, d'autre part, que la défense de l'environnement émerge suite à un attachement au niveau du quartier (communauté) et du territoire (précordillère).
- 14 La défense de l'environnement est souvent appréhendée depuis des catégories d'ordre universel ou comme allant de soi (Gramaglia, 2006), sans tenir compte des spécificités locales. La nature apparaît ainsi comme une entité abstraite, déterritorialisée, non située. Le discours d'un environnement idéalisé et des dangers provoqués par les

hommes résonne à des moments précis dans les discours des membres du RDP qui l'associent à des pratiques écologiques. Cependant, cette définition est dépassée lorsqu'ils parlent des actions au sein du RDP. Lorsqu'ils font référence au fait de « défendre la précordillère », l'environnement prend un tout autre sens. Dans leur travail au sein de l'association, en se confrontant à d'autres acteurs, leurs perceptions et le sens qu'ils attachent à la nature (à la précordillère et à la forêt du Panul) deviennent moins passifs : il ne s'agit pas seulement d'une idéalisation de la nature. Les enquêtés placent au centre de leur engagement l'expression de sentiments envers une nature située et la connaissance qu'ils ont de celle-ci.

- 15 Le sens de la question environnementale est associé à une communauté forgée dans l'idée d'une « nostalgie rurale » (Bengoa, 1996) pour les habitants de Lo Cañas. Lors d'un entretien, l'un des membres fondateurs du RDP⁹ venu vivre à Lo Cañas pour les qualités naturelles de cet espace, a opposé la mauvaise qualité de l'air du centre-ville à la vie sans pollution dans la précordillère et il considère que le quartier et le collectif existent grâce à cette valeur naturelle. D'après lui, c'est la « défense de la précordillère » qui a permis le « développement » du quartier : les habitants se sont engagés parce qu'ils habitaient la précordillère et leur engagement a permis l'« unité » dans cet endroit. L'engagement est ancré dans le territoire proche. Ce type d'engagement issu du territoire lui-même apparaît lors d'autres entretiens avec des membres du RDP. Il s'agit d'un engagement « développé dans la proximité » (Gramaglia, 2008 : 83). C'est dans l'enracinement dans le proche, à travers un attachement à un territoire local (Doidy, 2008), qu'ils définissent leur rôle d'habitants engagés. Les attachements à la nature se renforcent grâce à l'appartenance communautaire vis-à-vis de la précordillère (Thévenot, 2001). Les modalités de politisation qu'acquiert le RDP sont déterminées, d'une part, par l'enracinement de l'action collective du RDP dans la précordillère, dans un quartier en particulier, et puis, d'autre part, par l'amour envers cet endroit où l'on vit, que l'on a construit et où émerge l'action politique.
- 16 La précordillère est un territoire naturel, mais il a surtout des caractéristiques particulières et uniques, avec sa flore et sa faune. À partir d'un territoire préexistant, une nouvelle dimension environnementale est développée, un paysage réinterprété. L'espace géographique est un élément clé ici du conflit tout comme les affects des habitants envers le devenir du territoire. Le groupe mobilisé met en avant les qualités de la précordillère, au niveau local mais aussi métropolitain, c'est-à-dire, en tant qu'espace naturel en soi, mais aussi en tant qu'espace naturel indispensable à l'équilibre environnemental de la ville de Santiago. Pour cela, les acteurs identifient, acquièrent et utilisent leurs connaissances de la précordillère (faune et flore, eau, air, etc.). La territorialisation se traduit par un processus de connaissance et de valorisation de l'espace (Melé, 2013).
- 17 En revanche, pour les membres du collectif, les autorités locales n'ont pas de compétences spécifiques suffisantes concernant la précordillère, celle-ci étant gouvernée comme un territoire quelconque. En effet, pour les autorités, il s'agit d'« obéir » aux normes de planification, indépendamment des liens affectifs avec l'environnement et le territoire. Teresa – fonctionnaire à la mairie de La Florida¹⁰ – est sollicitée à plusieurs reprises par les membres du RDP. Dans l'une de ses réunions avec le RDP, elle explique que la relation qu'elle peut entretenir avec ce territoire passe uniquement par l'application de normes, l'observation de cartes et d'autres instruments qui agissent comme intermédiaires.

- 18 « (...) Le sujet ici est le suivant : nous, en tant que Mairie, 'Conseil urbain' *Asesoría Urbana* et Département des travaux publics *División de Obras*, on doit adopter les instruments territoriaux de plus haut niveau tel que le Plan Métropolitain *Plan d'Urbanisme Métropolitain* (...) Si le Plan Métropolitain établit qu'à tel endroit il est légal de construire jusqu'à telle densité, et un projet de ce type est présenté, ce n'est pas à nous de dire on aime ou on n'aime pas. Ça ne va pas, en termes écologiques. C'est que cette décision n'a pas lieu d'être quand tu dois appliquer des normes »¹¹.
- 19 Les actions du collectif, doté d'une capacité d'expertise et de pression dans les instances de la gouvernance locale et régionale ont conduit à une modification du Plan Régulateur de La Florida en 2015. Celle-ci a, sur une partie de la superficie de la forêt du Panul, interdit un usage résidentiel et autorisé uniquement la construction d'équipements culturels, sportifs ou éducatifs, ce qui n'élimine cependant pas la menace de destruction de la forêt. Ces mobilisations ont également entraîné la remise en question des modes de gestion de la forêt du Panul.

La revendication d'un parc communautaire El Panul : une innovation territoriale citoyenne ?

- 20 Afin de protéger la forêt du Panul, le RDP a demandé aux autorités d'exproprier le terrain afin de le convertir en un parc public ouvert à tous. Si une évaluation financière a été réalisée pour chiffrer le coût d'une expropriation, il n'existe pas actuellement de signes d'avancées dans ce sens. Les habitants ont donc décidé d'agir seuls. Leurs actions impliquent un processus de territorialisation à la fois concret et abstrait. Abstrait tout d'abord car les membres du RDP insistent sur leur relation affective avec la forêt et la nécessité de créer des liens émotionnels avec cet espace, ainsi que sur le besoin de le faire connaître à la communauté pour que celle-ci se l'approprie et y soit sensible. Lorsque nous interrogeons un membre du RDP sur l'origine de l'idée de parc, il nous répond :
- 21 « Au début, nous nous sommes organisés pour créer un parc public au Panul, c'est-à-dire pour empêcher un projet immobilier et créer un parc public. Nous n'avions pas travaillé beaucoup sur ce point-là. Ce qui s'est passé, c'est qu'avec le temps des relations affectives avec le territoire se sont créées. (...) Un lien spirituel s'est créé et je crois que c'est fondamental pour créer un sentiment de territorialité, de vouloir occuper le lieu, de dire cet endroit est à moi. »¹²
- 22 Paradoxalement, faire connaître la forêt du Panul a dans le même temps impliqué une hausse de sa fréquentation et par conséquent la fragilisation de certains espaces. Mais pour les membres du RDP, protéger la précordillère implique nécessairement de la faire connaître aux habitants pour qu'ils se l'approprient.
- 23 Bien qu'aucune autorité n'ait validé cette idée, à force de l'annoncer et de la diffuser, aujourd'hui, le parc est dans la pratique ouvert à tous. L'accès permet à n'importe quelle personne de s'y rendre, ce qui a attiré notre attention. Bien qu'il y ait un propriétaire, ce sont les membres du RDP qui gèrent El Panul. Lorsqu'il y a des incendies ou d'autres dégâts dans la forêt, les habitants recourent au RDP via les réseaux sociaux. Ce sont eux qui annoncent où se localise l'incendie, quelles sont les espèces qui seraient en danger ou encore les gestes et techniques pour éviter l'érosion de la flore et la faune. À l'heure actuelle, les visiteurs se rendent pacifiquement dans ce

terrain privé comme s'il s'agissait d'un parc public. Les membres du RDP organisent par ailleurs des visites et randonnées dans la forêt pour les écoles et les habitants de Santiago. Le 31 mai 2015, nous nous sommes rendues à l'une de ces visites organisée à l'occasion de la journée du Patrimoine au Chili. Accusant l'État de ne pas inclure le « patrimoine naturel » dans cette journée, le RDP annonçait vouloir « récupérer l'importance du patrimoine naturel, la vie en commun et les relations sociales et culturelles qui se développent dans la protection, appropriation et conservation de la forêt El Panul et nos écosystèmes »¹³.

- 24 La territorialisation signifie ainsi – dans le cas de la forêt du Panul – une appropriation concrète du territoire, une occupation illégale si l'on considère les principes du droit, car le terrain est privé. Cela se traduit également par de petits aménagements. Des chemins ont ainsi été tracés dans la forêt, des panneaux fixés à l'entrée (cf. photographies 2 et 3) et des indications sur la flore installées. Plus occasionnellement, le RDP installe un stand à l'entrée du Panul pour informer les visiteurs, qui viennent marcher, faire des pic-nic, ou du vélo de montagne. Le nombre de visiteurs est évalué à mille par week-end, mais ce nombre peut augmenter selon les dates.
- 25 Depuis 2013, le RDP a développé un projet de construction d'un parc communautaire à partir de l'organisation d'assemblées ouvertes à tous. Une dizaine d'assemblées ont été réalisées entre 2013 et 2014 afin de décider en commun du projet de parc et plus précisément dans un premier temps de délimiter des zones pour les différents usages du parc : pour la marche, le vélo de montagne, les pique-niques, la préservation, etc. Au préalable, des membres du RDP ont réalisé une cartographie de reconnaissance du territoire et des usages. Soulignons que plusieurs étudiants en géographie se sont joints au mouvement, apportant leurs compétences dans ce domaine. À cette occasion, ils ont défini clairement les limites territoriales de leur action et ont délimité ce qui serait le parc communautaire du Panul. Cet espace, délimité par le RDP, représente une surface de 1000 hectares et inclut trois propriétés foncières privées dont la propriété du Panul. Le périmètre d'action s'est donc étendu au-delà de celui du projet immobilier.
- 26 Pour le RDP, il ne s'agit pas de créer un parc privé ou un parc public, mais bien un parc communautaire sur lequel les habitants exerceraient directement leur « souveraineté »¹⁴ :

« Le fait qu'il s'agisse d'un parc communautaire signifie que tous les habitants ont le droit de participer aux décisions qui sont prises, pas seulement le RDP. Donc nous essayons depuis le début de mettre en place des instances ouvertes à tous dans lesquelles on discute du parc communautaire, et auxquelles n'importe qui peut participer ».
- 27 Les autres expériences de parcs naturels de Santiago, privés ou mis en concession, ne sont pas des exemples à suivre pour les membres du RDP qui souhaitent que le parc puisse être géré par des voisins du site. En revanche, le Chili offre depuis peu un exemple intéressant avec l'adoption d'une gestion communautaire pour le parc naturel de l'île de Pâques, après plusieurs mois de mobilisation sur l'île et dans un contexte extrêmement différent bien sûr.

« Par exemple, ce qui est le plus proche [d'un parc communautaire] est ce qui a été fait il y a peu sur l'île de Pâques [Rapa Nui] avec le parc national Rapa Nui. Mais c'est parce que les Rapa Nui sont un peuple originaire, une ethnie, et qu'ils ont occupés durant des mois ce parc. Alors, l'État a dû céder et il leur a attribué la gestion et l'administration, et avec le temps, d'après ce que nous savons, ils vont

leur en donner la propriété (...). Pourquoi s'il leur est permis de gérer de façon communautaire le territoire, cela nous serait-il interdit de faire de même ? »

- 28 Pour ce membre du RDP, le caractère communautaire permettrait un contrôle citoyen réel et est une idée en construction. Ce nouveau schéma n'est pas fermé, une participation des institutions locales n'est pas refusée. Il s'agit d'inventer un mode de gestion innovant, à partir d'une démarche de la communauté.

Fig. 4. Vue sur la forêt El Panul. On aperçoit au fond le nuage de pollution qui recouvre la ville de Santiago.

SOURCE : PHOTOGRAPHIE DES AUTEURES.

Fig. 5. Panneau installé à l'entrée d'El Panul (Traduction: « Participe à la création du premier parc communautaire du pays »).

SOURCE : PHOTOGRAPHIE DES AUTEURES.

Fig. 6. Entrée du Panul. On peut lire sur une banderole « Expropiamos el Panul », alors qu'un panneau indique à gauche « Propriété privée ». A l'arrière-plan un stand de la RDP accueille les randonneurs à l'occasion de la Journée du Patrimoine.

SOURCE : PHOTOGRAPHIE DES AUTEURES.

Conclusion

- 29 A partir d'un événement catastrophique et de leur expérience de vie, les habitants mobilisés adoptent un discours de protection de l'environnement et de la nature, qui est ancré dans le territoire, dans leurs pratiques et dans leurs affects. L'ancrage territorial et la « co-présence physique sur un territoire » (Boullier, 2009 : 32) sont centraux dans la configuration d'un projet associatif, d'un mouvement politique et la mise en place d'innovations dans la gestion d'un territoire. Pour que les problèmes qu'affrontent les habitants soient visibles, puisque les associations que nous avons étudiées ne sont créées ni en rapport à un parti politique ni à un syndicat ou à une quelconque institution (telle qu'une ONG), ses membres doivent insister sur leur ancrage dans le territoire (Boullier, 2009).
- 30 Au travers du conflit contre les promoteurs immobiliers et les autorités qui attribuent les permis de construire, s'effectue un processus de socialisation et surtout de territorialisation, qui repose sur les représentations, mais également sur les stratégies de connaissance et de valorisation. Celui-ci modifie la représentation du territoire auprès des habitants mobilisés mais également du reste des habitants, par la publicisation du conflit et des activités de sensibilisation du public. Le conflit, et plus spécifiquement, les revendications autour de la forêt du Panul constituent une expérience collective de production territoriale, à travers le projet de parc communautaire. On rejoint ici Simmel (1995), qui montre bien comment le conflit stimule l'innovation et la créativité. En effet, il peut être considéré comme processus d'innovation (Torre, 2011) au travers d'usages publics et communautaires d'un terrain privé et de projets de construction d'un parc communautaire.
- 31 La précordillère est ici le milieu, le théâtre et l'enjeu du conflit, pour reprendre les trois termes qu'utilise Aron (1984) pour définir l'espace. Elle nous permet de comprendre les liens entre conflits et territoire dans un contexte de montagne, et dans le même temps, dans un contexte urbain et métropolitain. Ce dernier aspect est d'importance car il implique le besoin de concilier les intérêts contradictoires du développement urbain, de la protection de la nature et de la gestion des risques de montagne.

BIBLIOGRAPHIE

- Alvarez A. M., 2008.- « La segmentación socioeconómica del espacio: la comunidad ecológica y la toma de Peñalolén », *EURE-Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales*, Santiago, 34(101), pp. 121-136.
- Aron R., 1984.- *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy.
- Bengoa J., 1996.- *La comunidad perdida. Ensayos sobre identidad y cultura: los desafíos de la modernización en Chile*, Ediciones Sur.

Biskupovic C. 2015a.- "From rural haven to civil political project: utopian ideals and environmental protection in the precordillera, Santiago, Chile", *Journal of Political Ecology*, 22, pp. 183-198.

Biskupovic C. 2015b.- « Forger la participation. Une ethnographie de la culture civique experte à Santiago : le cas du Réseau de Défense de la précordillère », Thèse de doctorat en anthropologie. École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

Boullier D., 2009.- « Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouïs », in Carrel M., Neveu C., Ion J. (ed), *Les intermittences de la démocratie : Formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, L'Harmattan, pp. 21-38.

Brignardello Torralba L., Nel-lo Andreu M., Pérez Albert Y., 1999.- « Desarrollo sostenible y ciudad. La Comunidad Ecológica de Peñalolen Alto (Peñalolen, Santiago de Chile) », *Scripta Nova Revista Electrónica de Geografía Y Ciencias Sociales*, 19(45), visited June 21st 2015, <http://www.ub.edu/geocrit/sn-45-19.htm>

Carlos de Mattos. 1999.- "Santiago de Chile, globalización y expansión metropolitana: lo que existía sigue existiendo", *EURE-Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales*, Santiago, 25(76), 29-56.

Carlos de Mattos (Éd.). 2006.- *Santiago en EURE : Huellas de una metamorfosis metropolitana 1970-2000*, EURE-Libro, Santiago - Chile: Instituto de Estudios Urbanos y Territoriales, Pontificia Universidad Católica de Chile.

Di Méo G., 1998.- *Géographie sociale et territoires*, Nathan.

Doidy E., 2008.- « Cultiver l'enracinement. Réappropriations militantes de l'attachement chez les éleveurs jurassiens », *Politix*, Vol. n° 83, n° 3, pp. 155-177.

Gramaglia C., 2006.- *La mise en cause environnementale comme principe d'association. Casuistique des affaires de pollution de rivières : L'exemple des actions contentieuses de l'Association nationale de protection des eaux et rivières (ANPER-TOS)*, Ecole des Mines de Paris.

Hidalgo R., 1997.- « La vivienda social y los nuevos espacios urbanos en la ciudad de Santiago », *Revista Geográfica de Chile Terra Australis*, Vol. 42, pp. 7-22.

Hidalgo R., Trumper R., Borsdorf A. (Éd.). 2005.- *Transformaciones urbanas y procesos territoriales: lecturas del nuevo dibujo de la ciudad latinoamericana* (1a. edición), Santiago de Chile: Universidad Católica de Chile.

Ingold T., 2000.- *The Perception of the Environment: Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, Routledge.

Latour B., 2005.- *Reassembling the social: an introduction to actor-network-theory*, Oxford University Press.

Latour B., 1992.- *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie asymétrique*, La Découverte.

Márquez F. B., Pérez F. P. 2008.- "Spatial Frontiers and Neo-communitarian Identities in the City: The Case of Santiago de Chile", *Urban Studies*, 45(7), pp. 1461-1483.

Marres N., 2007.- « The Issues Deserve More Credit: Pragmatist Contributions to the Study of Public Involvement in Controversy », in *Social Studies of Science*, 37(5), pp. 759-780.

Martínez B., 2009.- *Susceptibilidad de remoción en masa en la Quebrada de Macul, Región Metropolitana*, Facultad de Ciencias Físicas y Matemáticas, Universidad de Chile.

Melé P. (ed.), 2013.- *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*, Presses universitaires de Rennes.

- Melé P., 2008.- « Conflits et controverses : de nouvelles scènes de production territoriale ? », in Garat I., Séchet R., Zeneidi D. (dir.), *Espaces en (trans)action*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 239-250.
- Melé P., 2003.- « Conflits, territoire et action publique », in Melé O., Larrue C., Rosemberg M., *Conflits et territoires*, Presses universitaires François Rabelais, pp. 13-32.
- Muñoz O., 1990.- “Quebrada de Macul : un factor de desequilibrio físico en la comuna de la Florida”, *Revista Geográfica de Chile Terra Australis*, 32, pp. 103-134.
- Naranjo J-A., Varela J., 1996.- « Flujos de detritos y barro que afectaron el sector oriente de Santiago el 3 de mayo de 1993 », *Boletín del Servicio Nacional de Geología y Minería*, Vol. 47, p. 42.
- Pereira P. C. X., Hidalgo R. (Éd.). 2008.- *Producción inmobiliaria y reestructuración metropolitana en América Latina* (1a. edición), Santiago de Chile : Sao Paulo, Brasil: Universidad Católica de Chile ; Universidade de Sao Paulo.
- Raffestin C., 1980.- *Pour une géographie du pouvoir*, Librairies techniques (LITEC).
- Rodriguez A., Winchester L. 2001.- “Santiago de Chile: Metropolización, globalización, desigualdad”, *EURE (Santiago)*, 27(80), pp. 121-139.
- Romero H., Irrarrázaval F., Opazo D., Salgado M., Smith P. 2010.- “Climas urbanos y contaminación atmosférica en Santiago de Chil”, *EURE (Santiago)*, 36(109), pp. 35-62.
- Romero H., Salgado M., Smith P. 2010.- “Cambios climáticos y climas urbanos: Relaciones entre zonas termales y condiciones socioeconómicas de la población de Santiago de Chile”, *Revista INVI*, 25(70), pp. 151-179.
- Romero H., Salgado M., Fuentes C., 2009.- « Dimensiones ambientales y territoriales de la desigualdad y exclusión social en Santiago de Chile », <http://repositorio.uchile.cl/handle/2250/118092>.
- Romero H, Vásquez A., 2005.- « Evaluación ambiental del proceso de urbanización de las cuencas del piedemonte andino de Santiago de Chile », *EURE*, Vol. 31, n° 94.
- Sabatini F. 1997.- *Conflictos ambientales : entre la globalización y la sociedad civil*, Santiago Chile: Publicaciones CIPMA.
- Sabatini F., Cáceres G., Cerda J. 2001.- “Segregación residencial en las principales ciudades chilenas: Tendencias de las tres últimas décadas y posibles cursos de acción”, *EURE (Santiago)*, 27(82), pp. 21-42.
- Salcedo R., Torres A. 2004.- “Gated Communities in Santiago: Wall or Frontier?”, *International Journal of Urban and Regional Research*, 28(1), pp. 27-44.
- Simmel G., 1995.- *Le Conflit*, Saulxures, Circé.
- Thévenot L., 2001.- « Constituer l’environnement en chose publique. Une comparaison franco-américaine », in Blais J-P., Gillio C., Ion J. (ed), *Cadre de vie, environnement et dynamiques associatives*, PUCA. pp. 203-219.
- Torre A., 2011.- « Du bon usage des conflits ! L’expression des désaccords au cœur des dynamiques territoriales », *Métropolitiques*.
- URL : <http://www.metropolitiques.eu/Du-bon-usage-des-conflits-L.html>
- Trom D., 2001.- « L’épreuve du paysage », *Revue du MAUSS*, Vol. 17, n° 1, p. 247.

Trom D., 1999.- « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 49(1), pp. 31-50.

Trom D., Zimmerman B., 2001.- Cadres et institution des problèmes publics. Les cas du chômage et du paysage, in *Les formes de l'action collective: mobilisations dans des arènes publiques* (Ecole des hautes études en sciences sociales, pp. 281-315). Paris: Editions de l'EHESS.

Vásquez A., Salgado M., 2009.- Desigualdades socioeconómicas y distribución inequitativa de los riesgos ambientales en las comunas de Peñalolén y San Pedro de la Paz: Una perspectiva de justicia ambiental. *Revista de geografía Norte Grande*, (43), pp. 95-110.

NOTES

1. Le Plan Regulador Metropolitano (PRMS), créé en 1960 pour tracer les limites de la ville et le plan d'occupation des sols à Santiago, est le principal instrument de planification et de régulation de Santiago, constitué par un ensemble de normes et d'actions visant à orienter et réguler, comme son nom l'indique, le développement physique de la zone métropolitaine.
2. D'après les rapports de différents scientifiques qui ont participé au RDP, il a été estimé que le Panul est une forêt sclérophylle, l'une des dernières qui resterait dans la précordillère de Santiago, voir le site du RDP <http://www.redprecordillera.cl/>, consulté en août 2014.
3. Lucy, soixante ans, à la retraite après avoir travaillé à l'Université du Chili, habite avec ses enfants et son mari à Lo Cañas.
4. D'après le Bureau National d'Urgence (*Oficina Nacional de Emergencia - ONEMI*), du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique. Information extraite du site www.sigweb.cl consulté en août 2014.
5. Habitante de la précordillère de la commune de La Florida proche de la soixantaine, traductrice de nationalité belge, Gaby est la présidente du RDP.
6. Entretien avec un membre du RDP, Santiago, 7/5/2008.
7. Par exemple, les travaux de Rolando Armijo (qui travaille à l'Institut de Physique du Globe de Paris) ou de Francisco Ferrando (du Département de géographie de l'Université du Chili) ou même des historiens comme Benjamin Vicuña Mackenna (qui, dans ses travaux sur l'histoire du Chili, fait l'historique des tremblements de terre survenus à Santiago).
8. Entretien avec Gaby, 1.10.2010
9. Il est l'un des habitants les plus « anciens » du secteur. Il a vécu les coulées de boue de 1993 et collecte beaucoup d'informations sur la précordillère. Il habite à quelques mètres de la *Quebrada de Macul* dans le quartier El Esfuerzo, et a été un interlocuteur privilégié concernant le thème des coulées de boue car il a vu comment elle emportait tout dans sa maison, ce jour de mai 1993.
10. Conseillère en charge des questions urbaines (*asesora urbana*) de la Mairie de La Florida, Teresa, architecte chargée de la planification territoriale, des instruments de planification et du Plan d'Urbanisme de la commune
11. Entretien du 24/4/2008.
12. Entretien avec Pedro, membre du RDP, le 02/06/2015.
13. Courriel du RDP du 27/5/2015.
14. Ibid.

RÉSUMÉS

La précordillère, ou piémont andin, dans la région de Santiago, est dans sa grande majorité propriété privée. Les différents propriétaires, riverains, autorités et usagers de cet espace entrent en conflit lorsqu'il s'agit de discuter et penser la gestion de celui-ci. A partir de l'exemple de la commune de La Florida, cet article analyse dans quelle mesure les conflits dans la précordillère vont au-delà de simples conflits d'usage de l'espace et cherchent à créer une relation nouvelle avec la « montagne » et de nouveaux modes de gestion de ce(s) territoire(s). Alliant ethnographie et géographie, il revient sur le rôle que jouent les particularités du territoire de la précordillère dans les revendications collectives des habitants engagés dans sa protection et préservation. Dans ce contexte, nous discutons des conflits comme créateurs et amplificateurs de territorialité, ainsi que processus de territorialisation (à la fois concrète et abstraite) et d'innovation. La mise en place d'un parc communautaire, ni privé, ni public, souligne les nouvelles solutions innovantes qui peuvent émerger de ces mobilisations citoyennes.

The Andean foothills found on the outskirts of Santiago are mainly private property. The management of this area has been an issue of conflict between residents and developers. Using the example of the municipality of La Florida, this article focuses on how conflict over the Andean foothills goes beyond simple land-use issues to create a new relationship with the "mountain" and new forms of land management. Combining ethnography and geography, this text highlights the role of the Andean foothills' peculiar characteristics in the collective demands of citizens committed to their protection and conservation. It also discusses the role of conflict in creating and amplifying territoriality and as a process of (concrete as well as abstract) territorialisation and innovation in itself. The development of a community park that is neither private nor public highlights how innovative solutions can emerge from these citizen mobilisations.

INDEX

Mots-clés : Chili, citoyens, conflits, engagement, précordillère des Andes

Keywords : Chile, citizens, conflicts, engagement, Andean foothills

AUTEURS

CONSUELO BISKUPOVIC

Docteure en anthropologie (EHESS), Post-doctorante, Département de Géographie, Université du Chili
cbiskupovic@gmail.com

CAROLINE STAMM

Docteure en aménagement de l'espace et urbanisme (Université Paris-Est), Post-doctorante, Département de Géographie, Université du Chili.
stamm.caroline@gmail.com